

Les intentions de M. Peytral
Les couloirs du Luxembourg sont abasourdis de M. Peytral qui a, d'ailleurs, pas paru. C'est dans des réunions tenues chez lui que se continuent les discussions que nécessite l'élaboration laborieuse du futur ministère. Tout ce qu'on sait, c'est que M. Peytral a manifesté dans la matinée, l'intention très arrêtée de former un cabinet, même si les modérés lui retiennent leur concours. En ce cas, il se rendrait chez M. le Président de la République pour se faire confirmer un mandat illimité, puis reporterait à l'après-midi, avant minuit, une liste ministérielle radicale.

Entrevue de l'après-midi
M. Peytral est allé vers 6 heures déjeuner à M. Félix Faure qui espérait l'inviter à dîner demain à 11 heures la composition du Cabinet.

Composition probable du Ministère
Voici la composition probable du Cabinet :
Présidence et Intérieur : M. Peytral.
Affaires étrangères : M. Freycinet.
Finances : M. Delombre.
Justice : M. Sarrrien.
Colonies : M. Delcassé.
Travaux : M. Levassé.
Instruction publique : M. Dupuy.
Commerce : M. Maréjouis.
Agriculture : M. Baudet.

Concernant les deux derniers portefeuilles, M. Loecherer pourrait avoir le commerce et M. Viger l'agriculture. Dans l'entrevue de cet après-midi, M. Peytral a réussi à rapprocher M. Freycinet et M. Cavaignac entre lesquels existait la rupture depuis les affaires de Panama.

Après le bruit qui court dans les couloirs du Luxembourg, des postes et télégraphes serait confié à M. Trouillot.

Emile RAYMOND.

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

Les Elections contestées
On sait que le 9e Bureau s'était, il y a deux jours, prononcé, par 15 voix contre 12, contre la validation de l'élection de M. Victor Dubouché (Eure-et-Loir).

M. Rabier, nommé rapporteur, a, à l'occasion de son rapport au bureau, émis l'avis qu'il s'agit de savoir si l'élection de M. Victor Dubouché, le bureau s'est trouvé partagé 2 par 15 voix, — 14 contre 14. On a procédé à un second vote et, cette fois, le rapport de M. Rabier a été adopté par 15 voix contre 14.

M. Marcel Rabier a été alors nommé rapporteur. Le 1er bureau était convoqué aujourd'hui pour entendre la lecture du rapport de M. Rabier-Mariette concluant, on le sait, à l'invalidation de M. Vacher de Montignon, et à la proclamation du citoyen Lozang.

M. Vacher de Montignon a demandé à la sous-commission afin de produire certaines pièces relatives aux opérations électorales. Ces pièces établissant que des bulletins au nom de M. Vacher auraient été supprimés.

Malgré l'opposition très légitime de certains membres, la sous-commission a été prononcée par 14 voix contre 12.

Le 10e Bureau s'est occupé de l'élection de M. Goujon (Seine-Inférieure). Il a repoussé l'ordre du jour par 15 voix contre 14.

Le bureau a ensuite voté la validation. M. de la Batut a été nommé rapporteur.

Le groupe des revendications des ouvriers de l'Etat
Le groupe parlementaire qui s'occupe des revendications des ouvriers de l'Etat, s'est réuni aujourd'hui, à 2 h. 1/2. Il a chargé les quatre députés d'Algérie de parler en son nom pour demander, de la constitution du Ministère, le rappel immédiat de M. Lépine, et de poser la question dans des réunions précédentes, ainsi que lors de la visite récente de M. Millard.

Cette démarche devra être faite auprès du Président du Conseil et des Ministres compétents dans le courant de la semaine prochaine, les députés anti-Jules seront présents au jour de la démarche, afin de pouvoir se joindre à la pétition.

Il a été décidé aussi de demander des poursuites contre ceux qui font de l'agitation à propos de l'affaire Dreyfus.

E. R.

M. MOTTE A LA CHAMBRE

M. Motte a passé un vilain quart d'heure, hier, à la Chambre, pendant que notre ami Millierand façonnait vigoureusement les coupeurs du suffrage universel et expliquait au pays les procédés électoraux employés par les patrons et les cléricaux de Roubaix pour mater le Parti ouvrier et lui enlever le siège de son meilleur représentant au Parlement.

n'est pas Motte qui aidera au relèvement du niveau moral du parlement et certainement, les électeurs qui ont été entraînés de voter pour lui n'auront pas gagné au change d'avoir cet homme comme député au lieu et place de notre éminent ami Jules Guesde.

Parmi les tas de mensonges répétés à la tribune nationale par l'ancien-millionnaire de Roubaix, nous relevons notamment les deux suivants répétés à deux reprises d'intervalle et qui trahissent par leur caractère même l'absence de toute sincérité.

« Il fallait voir ce qu'était devenue la ville de Roubaix. Aussitôt qu'un ouvrier, d'abord embrigadé dans le parti ouvrier, voulait rompre sa chaîne, il se voyait en butte à une persécution qui ne cessait plus. Non seulement il était poursuivi de traverses à l'atelier, au cabaret, mais jusque dans son logement; on faisait payer ses hésitations à sa femme, on lui refusait les bons offices qu'on se rendait entre voisins, soit pour les soins de ménage, soit même pour les soins à donner aux enfants malades. (Bruit à l'extrême gauche) »

« Si nous avons fait l'union sociale et patriotique, c'est parce que tout ouvrier soupçonné de fâcheux pour le collectivisme était en butte aux persécutions les plus odieuses. Pour lui, aucune aide des camarades à l'atelier, lorsqu'il avait besoin d'un coup de main pour monter une chaîne ou raccommoder un filasse. Pour lui, aucune parole à l'estaminet, le silence et le vide. Pour sa femme à la maison aucune assistance des voisins. C'est un traître. »

Voilà le style de l'homme que l'Echo n'hésite point à indiquer comme un orateur de talent ! Il est vrai que, s'attendant à notre réplique, le Journal des annonces allemandes ajoute que M. Motte n'a ni d'originalité ni les grâces d'un intellectuel préoccupé de plaire.

Et pour cause ! Les grossièretés du veau d'or fait homme peuvent emprunter quelque chose à l'économie générale de ses nerfs, de ses muscles, de sa chair, elles peuvent plaire à l'Echo et lui paraître de la plus haute valeur littéraire; mais elles jurent avec les finesses et la clarté qui sont les caractéristiques de notre belle langue française.

C'est cependant à ce tribunal décadent que les journaux modérés et réactionnaires, (parmi lesquels l'Echo et l'Auto-rité de M. de Cassagnac), prodigent aujourd'hui leurs louanges.

Messieurs les cléricaux, vous n'êtes vraiment pas délicats !

H. G.

Chronique Électorale

AVIS AUX ÉLECTEURS

Les électeurs inscrits qui n'auraient pas reçu leur carte de convocation pour les élections du 20 juin (canton Nord-Est) peuvent la réclamer au bureau des élections, à la mairie (Salon Blanc).

La remise de la carte électorale n'empêche pas que les poursuites soient exercées en police correctionnelle contre ceux qui votent après avoir encouru une condamnation qui les prive de ce droit.

Le bureau des élections restera ouvert Samedi sans interruption, de 8 heures du matin à 8 heures du soir, et le Dimanche 20 juin jusqu'à 6 heures du soir.

Les jeunes gens inscrits et libérés du service militaire peuvent également, en indiquant leur nouveau domicile, retirer leur carte qui est restée déposée à leur disposition.

LA RÉACTION

Il n'est pas de jour que le Progrès ne combatte la réaction et ne dénonce l'intolérance cléricale; depuis trente-deux ans que ce journal républicain existe sa ligne de conduite a été la même, celle de la lutte contre le clergé et le parti monarchique et cléricale.

La réaction monarchique et cléricale n'avait pas dans le Nord d'adversaire plus résolu que cet organe dont l'influence doit tendre sur les républicains de la région qu'il finit par diriger jusqu'en ces derniers temps où elle a été remplacée par le parti ouvrier et le parti socialiste.

Des syndicats ouvriers se fondèrent, il y a vingt ans, dans les villes du Nord, mais ils devinrent rapidement les écoles du socialisme; le Parti ouvrier en naquit. Les députés de ce parti du travail furent modestes; ses militants étaient très clairsemés; son premier organe hebdomadaire était vu par curiosité. Aujourd'hui, le Parti ouvrier a ses comités dans tous les quartiers de Lille, Roubaix et Tourcoing; son action rayonne sur tout le Nord et le Pas-de-Calais où il vient d'être élu par des cent mille suffrages; dans les grandes villes, tous les partis de réaction bourgeoise et cléricale, aidés de transfuges républicains, servis par les puissances du Capital, de l'Église et de l'État, sont coalisés contre le Socialisme.

Cependant, malgré les efforts désespérés des adversaires, le parti socialiste a une force presque égale à celle de la coalition anti-collectiviste et le temps est proche où il en triomphera bon gré mal gré.

Evidemment ce progrès du socialisme, qui classe à Lille le Parti ouvrier comme le parti incontestablement le plus fort, puisqu'il groupe quatorze mille partisans contre quinze mille adversaires de toutes les nuances, ne s'est pas fait sans enlever au parti opportuniste ses soldats et ses positions électives.

On a vu encore, dans l'élection cantonale de dimanche dernier, le Progrès perdre près de mille voix sur l'élection législative du 8 mai. Dès ce premier tour de scrutin six cents suffrages sont allés à Delory. Il y a eu plus de quatre cents abstentions sur les élections précédentes dont la grosse majorité se compose d'ouvriers.

dat, en se retirant, n'a pas un conseil à ses électeurs sur leur attitude à prendre dans le ballottage. Doivent-ils aller à gauche ou à droite? Doivent-ils voter ou s'abstenir? Le Progrès qui n'a rien appris ou rien oublié, qui ne sait même pas tout ce que sa pitoyable attitude a d'ennuyeux pour les électeurs, qui craint de donner le conseil qu'exige le devoir républicain par peur de voir son influence diminuer encore, reste, pareil à Louis XIV, enchaîné au rivage.

Le Progrès trouve, sans doute, comme les Débat, que le progrès socialiste, cette poussée démocratique, est un « fait-à-quelqu'un », qu'il s'agit d'arrêter par une lutte de tous les jours.

En ce cas, qu'il médite ces lignes parues dans le *Votaire*, sous la signature de son collaborateur Hector Depasse, en réponse aux *Débats*, à propos du mouvement socialiste en France: « Pour ne pas sortir du chez nous, et pour nous en occuper au sujet particulier de cette discussion, il est malheureusement fort à plaindre que les personnes qui pensent comme le *Journal des Débats*, soient beaucoup plus préoccupées de défendre leurs intérêts de parti et de classe, que de venir en aide aux intérêts de l'avenir, qui au développement économique du pays. »

« Le vigoureux effort à entreprendre, cette lutte de tous les jours à soutenir, c'est pour empêcher tout simplement la démocratie urbaine et rurale d'être prise à la fin de ce siècle et au siècle prochain par le développement naturel, et d'être paralysée dans son développement par la démocratie à droite. Or, c'est là tout l'avenir du pays et de la République, l'avenir même du travail et de la richesse nationale, et ceux qui s'efforcent de s'opposer, mais en vain à ce mouvement, luttent contre l'avenir du pays et de la République. »

« Si cette réaction pour régner, elle précipiterait une révolution violente, ou si elle était assez forte pour ébranler cette révolution, elle condamnerait la France à déchoir dans le marasme et la misère, comme certains pays que nous connaissons. « Le fait inquiétant », c'est-à-dire que nous inquiète nos confrères de droite, mais c'est le fait même des naissances vives et vigoureuses qui montent comme la sève de la nation; et la tâche de la politique n'est pas d'étouffer ce phénomène, ce serait briser la vie; notre tâche est d'aider à ce phénomène et d'en régler l'écoulement. »

Platon comparait les instituteurs à des accoucheurs, et il les appelait des « accoucheurs de l'esprit »; on peut dire la même chose des politiques des vrais politiques dignes de ce nom: ils doivent être aussi des accoucheurs, les accoucheurs de la nation et de la République.

Etant donné son attitude récente, nous voyons mal le Progrès dans son rôle d'accoucheur de révolution pacifique; il semble trop se prêter au contraire au jeu de cette réaction qu'il vilipende tous les jours, il s'apprête avec une inconcevable insouciance à mourir d'impotence finale.

Nous voulons croire cependant que les 542 républicains qui ont voté pour M. Dugardin comprendront tout autrement leur devoir en portant en masse leurs suffrages sur le nom du citoyen G. Delory, le seul candidat qui reste en face de la réaction pour lui barrer la route et l'empêcher de reconquérir les avenues de la République.

Républicains, n'oubliez pas que le seul moyen d'empêcher la révolution violente est encore celui d'empêcher le triomphe de la réaction financière et cléricale.

H. GUESQUIÈRE.

ADRESSE AUX ÉLECTEURS

La section Oignoise du Parti ouvrier nous adresse la communication suivante: « La section Oignoise du Parti ouvrier républicain, socialiste et radical, et le Cateau qui ont voté pour les deux candidats ouvriers et compte sur tous les républicains pour assurer la victoire définitive de la vraie République. »

« Au scrutin de ballottage sur le vote républicain, nous portons sur le nom du citoyen Battet-Rogez, conseiller municipal, et Debierre, adjoint au maire de Lille. »

Cette nombreuse assemblée n'était pas satisfaite des efforts des orateurs comme on l'a écrit dans le *Debat* quand il s'agit de M. Battet-Rogez dans ses paroles privées, mais les orateurs républicains socialistes ont obtenu le plus vif succès.

Il est certain, à présent, que les républicains voteront en masse et feront élire le citoyen Delory.

A FIVES

A l'Orphéon. — Magnifique réunion. — Discours de Devraigne, Ghesquière, Delory. Ordre du jour voté par 900 citoyens. A bas la Réaction !

Avant l'heure, la salle de l'Orphéon était bondée par les électeurs du canton Nord-Est, venus pour entendre la parole socialiste. Dès l'arrivée des conférenciers, de toutes les poitrines s'échappèrent les cris de: Vive Delory ! Vive le Parti ouvrier ! A bas la réaction !

Quand nos amis franchissent les marches de l'estrade des applaudissements nourris éclatent de tous côtés. Le citoyen crépin est désigné comme président, il prévient l'auditoire que le plus grand libéré de parler sera assurée aux citoyens traducteurs et il donne la parole au citoyen Georges Devraigne.

Discours de Devraigne
La situation électorale, dit Devraigne, est bien nette: il y a un côté la réaction dans toute sa splendeur et de l'autre la République avec toutes ses conséquences.

C'est le candidat de la Croix, du Pélerin, de la Semaine religieuse qui vient aujourd'hui sous le faux masque de républicain essayer de capter vos suffrages. Ce ceux qui ont lutté pour les quelques libertés que nous possédons sachent bien que le candidat du Pape n'a comme idéal que le maintien des iniquités sociales et ne désire que le règne des ténébreux.

Contre le représentant autorisé des sacristies qui veut donner l'extrême-onction à la République se dresse un vieux luttreur de la classe ouvrière, un républicain de toujours; j'ai nommé Delory ! (Cris nombreux de: Vive Delory.)

Devraigne examine l'œuvre de Delory, dans le domaine municipal, et dit ce qu'il fera au Conseil général en allant renforcer la minorité socialiste, en lui apportant ses hautes qualités d'administrateur hors ligne.

Sa personnalité soulevée les applaudissements unanimes de l'auditoire et il se retire à sa place aux cris mille fois répétés de: Vive Delory ! Vive le Parti ouvrier !

Discours de Ghesquière
Le conseiller général socialiste du canton sud-ouest de Lille, abordant la tribune après le citoyen Devraigne, commença à déclarer que ce n'est pas aux

socialistes qu'il s'adresse, puisque ceux-ci ont voté dimanche prochain, comédimechan dernier, pour le citoyen Delory, mais aux républicains dignes de ce nom, qui ont pris pour devise: la réaction ! la révolution !

Ces républicains, dit l'orateur, sont aujourd'hui l'élite de toutes les fractions des Français qui défendent la candidature Battet-Rogez. On agit plus que jamais à leurs yeux le spectre de la misère civile, de l'insurrection, et on leur montre sur tous les tons les légendes répandues sur le tyranisme collectiviste pour les amener à voter pour le candidat de la Croix et de la Dépêche, traité au premier tour de « conservateur d'extrême droite » par l'Echo lui-même dont le républicanisme est loin d'être de bon aloi.

Ghesquière récita les inepties et les mensonges des adversaires cléricaux et, pour le prouver, il développa une fois de plus la doctrine collectiviste aux applaudissements répétés de toute l'assemblée.

Aux ouvriers et employés, aux petits patrons et aux petits commerçants, il dépeint, en termes très justes et très exacts, leur pénible situation et le sort qui les attend dans le prolongement du régime de féodalisme aristocratique. Il démontre l'intérêt qu'il y a pour la paix sociale et la libération du travail, de voter une révolution pacifique, par le bulletin de vote, en permettant aux travailleurs d'occuper la place qu'ils doivent occuper dans les pouvoirs publics, étant donné le nombre de la population et leur cause, pour éviter une révolution violente.

L'orateur explique que c'est en votant pour des républicains décidés à la réalisation des réformes sociales qu'on évitera dans le pays une nouvelle guerre civile; mais il insiste sur le fait que le triomphe de la réaction cléricale et capitaliste que l'on court le risque d'une révolution violente dans laquelle pourraient sombrer la République et les institutions républicaines.

Ghesquière termine son éloquent discours par une fois de plus par un appel énergique à l'union des républicains et des socialistes pour l'écrasement de la réaction et le triomphe de la vraie République. (Applaudissements répétés: cris nombreux de: Vive Delory !)

Discours de Delory

C'est le tour maintenant à notre ami Delory d'être réparti à la tribune et salué par les cris nourris de: Vive le maire de Lille !

En commençant, le citoyen Delory fait connaître qu'il vient de recevoir des habitants du quartier des rues de Fiers, de Laboulaye, de Rivoli, etc., une pétition réclamant l'aménagement municipal d'avoir fait poser des réverbères dans leurs rues.

Puis, tenant à s'expliquer sur la réception des députés des travailleurs étrangers, il fusille de verte façon les énarques qui font du patriotisme une absurde réaction électorale (Vifs applaudissements).

Le citoyen Delory expliquant le caractère de sa candidature déclare qu'au conseil général il défendra avec tous les vrais républicains les réformes ouvrières et démocratiques, et surtout insistera sur le maintien de l'unité et ceux du canton Nord-Est en particulier.

L'orateur termine en espérant que les républicains, obéissant à l'intérêt supérieur de la République, iront, sur l'excellent conseil de la Fédération des cercles républicains de Lille, voter pour le candidat ouvrier et socialiste, le citoyen G. Delory, désigné pour tenir le drapeau des réformes démocratiques et sociales contre la réaction cléricale qu'il faut écraser dimanche au cri de: Vive la République ! (Vifs applaudissements.)

LA CONFÉRENCE

DU FAUBOURG DE ROUBAIX

Vendredi soir, une conférence républicaine-socialiste a été donnée, ainsi que nous l'avons annoncé, à l'estaminet du « Châteaux », rue du Faubourg-de-Roubaix.

Cent cinquante personnes environ avaient répondu à l'appel du Parti ouvrier, parmi lesquelles beaucoup de républicains progressistes et radicaux.

Le citoyen Descluzet est acclamé président et les citoyens Dubrulle et Payelle, assesseurs.

Discours de Ferrand
La parole est d'abord donnée au citoyen Ferrand.

Longuement, notre ami expose la doctrine socialiste et réfute les critiques de nos adversaires.

Très bien ordonnée, fort bien dite, sa conférence souleva de fréquents applaudissements.

Le citoyen Ferrand est certainement un orateur d'avenir. Il apporte beaucoup de précision dans ses idées et beaucoup d'éloquence dans son débit.

Discours de Siauve-Evausy
Après le discours de Ferrand, Siauve déclare qu'il ne retiendra pas longtemps l'attention de l'auditoire.

Mais il est une situation particulière qu'il importe de faire ressortir.

tracé. Ici, le nom et les doctrines du porte drapeau de la République importent peu. Il faut que les faux-ralliés soient vaincus il faut que Delory soit élu.

Et après avoir rendu hommage à la Fédération des Cercles pour son attitude, Siauve termine son brillant discours par cet appel à tous les vrais républicains: « Place à la Démocratie ! Sous un Capitalisme ! Mais, ajoutez-y, que notre union s'affirme surtout pour la défense républicaine: Vive la République ! »

L'assemblée qui a maintes fois interrompu l'orateur par des applaudissements, lui fait une chaleureuse ovation et un ordre du jour en faveur de la candidature Delory est ensuite voté à l'unanimité.

RÉUNIONS ÉLECTORALES

LILLE. — Aujourd'hui Samedi 25 juin, à 8 h. du soir, Salle de Saint-Espirit, réunion publique et contradictoire par SIAUVE-EVAUSY, rédacteur en chef du *Bulletin du Nord*, et V. RENAULT.

— Aujourd'hui Samedi 25 juin, à 8 h. 1/2, à l'Alcazar, conférence publique par FERRAND G. DEBRAIGNE et G. DELORY, maire de Lille.

— A ROUBAIX. — Aujourd'hui samedi 25 juin, à 8 h. du soir, Café de la Marine, réunion publique par H. GUESQUIÈRE, conseiller général, BAGHEBOOM, conseiller prud'homme, G. DELORY, maire de Lille.

L'ÉLECTION DU CATEAU

Dans son premier-Lille, notre rédacteur en chef s'explique avec netteté sur l'élection du Cateau.

« Il faut, dit-il, voter contre la réaction. »

Nous ne doutons pas un instant que les socialistes catusiens n'entendent l'éloquent appel de notre rédacteur en chef, leur vaillant candidat à l'élection du 19 juin.

Qu'ils oublient donc leurs rancunes; qu'ils fassent littière de leurs sentiments personnels !

Le principe démocratique, la République, sont en jeu au scrutin de ballottage.

En accordant leurs suffrages au candidat radical, ils se vengent noblement des outrages lancés contre leur candidat et ils auront cette inappréciable satisfaction de démontrer, une fois encore, que le Parti ouvrier ne se détermine pas électoralement d'après des intérêts mineurs et passagers ou suivant des haines ridicules.

Vive la République ! G. R.

Le citoyen Siauve-Evausy

ET LA PRESSE CATÉSIEENNE

Est-ce intérêt, est-ce sincérité ? En tout cas nous devons constater que depuis le *Nouvel Journal de Cateau* jusqu'à l'*Avenir* des trois cantons et à l'*Organe de la Préfecture de Cambrais*, notre rédacteur en chef Siauve-Evausy est l'objet de compliments flatteurs.

« Trop de fleurs ! » dirait peut-être Cateau, qui présente sous les reins et les consciences.

Mais comme Siauve ne pliera certainement pas sous le faix, nous croyons devoir donner un aperçu des choses très aimables dont notre rédacteur en chef est l'objet de la part de nos trop aimables confrères du Cateau.

D'abord le *Journal de Cateau* constate la parfaite urbanité du candidat socialiste.

Contre ce fait, nul ne protestera parmi nos adversaires lillois.

Le *Cambrais*, lui, déclare que s'il s'est laissé aller à quelques vivacités de plume vis-à-vis de Siauve, « son intention n'a jamais été d'attaquer l'honorabilité du rédacteur en chef du *Bulletin* » et le *Journal de Cateau* a été très courtois.

Mais comme Siauve ne pliera certainement pas sous le faix, nous croyons devoir donner un aperçu des choses très aimables dont notre rédacteur en chef est l'objet de la part de nos trop aimables confrères du Cateau.

D'abord le *Journal de Cateau* constate la parfaite urbanité du candidat socialiste.

Reinach, à l'issue du conseil d'enquête, M. Reinach lui a fait la déclaration suivante: « De ce qui s'est passé au conseil d'enquête, je ne dirai rien, rien, parce que j'ai le devoir de n'en rien dire. L'article 20 du décret du 20 juin 1878, sur le fonctionnement des conseils d'enquête, porte que les séances du conseil d'enquête ne peuvent avoir lieu qu'à huis-clos. Je ne violerai pas ce huis-clos. »

J'ai été, ce matin, de dix à onze heures en service commandé, en uniforme, recevant les honneurs dus à mon grade et à ma croix. Je manquerais à mon devoir militaire en révélant quoi que ce soit de ce qui s'est passé au conseil d'enquête, je ne dirai rien.

Je me suis aperçu, depuis quelque temps, que ce n'est point chose aisée que de poursuivre la réhabilitation d'un innocent. Je sais aussi qu'il est difficile de résister aux sollicitations de mes confrères de la presse, surtout quand on se sent aimé et respecté. Mais je n'aurais été ainsi fermé ici qu'ailleurs.

Grave document

Tout ce que je puis faire, c'est de vous convaincre, par ce que je suis autorisé à la publier, à dire que j'ai reçu ce matin même de l'auteur de l'article de la *National Review*, M. Frédéric Cornwallis Conybeare.

Le voici: Oxford, ce 23 juin 1880.

Monsieur, J'apprends par les journaux que vous êtes soupçonné à Paris d'être l'auteur de l'article que j'ai publié dans la *National Review* de mois de juin et dont vous avez traduit quelques lignes dans le *Siege*.

Je n'ai point le plaisir de vous connaître, je crois cependant devoir en honnête homme déclarer par les présentes que j'ai lu et relu ce matin même de l'auteur de l'article de la *National Review*.

Je suis un ami de la France, j'ai toujours souhaité sa prospérité et sa grandeur, c'est pourquoi j'ai voulu de publier les informations que j'avais pu recueillir au sujet de l'affaire Dreyfus, aux sources les plus sûres et les plus authentiques.

Aucun document autorisé ne sera opposé aux faits que j'ai établis sur la foi des autorités les plus incontestables.

Je suis assuré aussi que le colonel de Schwabach ne niera pas qu'il donnait une mensualité de deux mille francs à son informateur habituel, le commandant Esterhazy.

Je vous affirme que l'état-major français est menacé de voir publier, par des journaux étrangers, les fac-similés des documents qui ont été vendus par le commandant Esterhazy au colonel de Schwabach et qui sont tous écrits de sa main.

Je vous assure que cette éventualité a failli se réaliser au mois de février de la présente année et que l'épée de Damoclès est toujours suspendue sur la tête de l'état-major.

Ami sincère de la France, je prie Dieu que les officiers de l'état-major, venant à être atteints pendant qu'il est en campagne, et qu'ils fassent preuve de qualités de justice et de courage qui ont toujours caractérisé éminemment l'armée française.

Je vous autorise à publier ma lettre dans les journaux et à la communiquer aux juges du Conseil militaire.

Je suis, monsieur, votre obéissant serviteur.

Frédéric CORNWALLIS-CONYBEARE de l'Université d'Oxford.

Incompétence du conseil

On affirmait, cet après-midi, dans les couloirs de la Chambre que M. Joseph Reinach après avoir déclaré comparatif devant le conseil d'enquête par le ministre de son respect des autorités militaires, aurait terminé par une protestation contre les accusations dont il est l'objet en déclarant, pour deux raisons de fait et de droit, la compétence du conseil d'enquête.

LE COLONEL PICQUART

Paris, 23 juin.
La *Liberté* dit que le lieutenant-colonel Picquart s'est rendu devant le Conseil d'Etat, contre la décision du Président de la République du 20 février dernier, qui l'a mis en réforme par mesure disciplinaire.

Mme Barthou victime d'un accident

Paris, 23 juin.
Un accident, qui a failli avoir des conséquences tragiques, s'est produit hier au Vestibule de la préfecture de la Seine. Le ministre de l'Intérieur et Mme Barthou sont installés depuis le commencement de l'été. M. Barthou essayait de jardiner dans un pot de fleurs, lorsque, à une centaine de mètres, un cri se fit entendre.

Mme Barthou, qui traversait à ce moment une des portes-allees, venait d'être atteinte par un cheval, au sommet de la tête, en se faisant qu'elle se précipita, la partie crânienne.

On s'empressa immédiatement après de la blesser, mais un hématome se forma abondamment et une émotion fort compréhensible, avait enserré tout son sang-froid et était la première à rassurer tous ceux qui l'entouraient.

On dit, d'ailleurs, assez vite tranquillement. Le docteur Maison, du Vesinet, immédiatement appelé, donna les premiers soins et constata que la blessure n'était que superficielle.

Mme Barthou sera complètement rétablie d'ici à trois ou quatre jours.

AU TOMBEAU DE CARNOT

Paris, 23 juin.
C'était aujourd'hui, l'anniversaire de la mort de Carnot.

M. Félix Faure s'est rendu dans la matinée au Panthéon où il a visité le tombeau du président de la République frappé par Caserio.

Une foule énorme a ensuite défilé devant le même tombeau.

EXÉCUTION DE CARRARA

Paris, 23 juin.
Le recours en grâce de Carrara, l'assassin du garçon de recettes Lamare, a été rejeté par l'association aura lieu demain matin, place de la Roquette.

ÉTOUFFÉ PAR UNE ANGUILE

Bruxelles, 23 juin.
Hier après midi, plusieurs consommateurs étaient installés dans un cabaret de la rue de France quand vint à passer un marchand ambulancier porteur d'un panier d'anguilles.

Un des consommateurs, un ouvrier délabré, avait nommé Jacques Degros, offrit de partager l'anguille avec le marchand ambulancier. Le panier fut tenu. L'angu